

Obsèques de Robert Mugabe

L'ex-président finalement enterré avec les "héros" de la nation



Les fils du défunt président



La dépouille de l'ancien président zimbabwéen

AFP
Harare/Zimbabwe

LES proches de Robert Mugabe ont finalement accepté vendredi que l'ex-président du Zimbabwe soit enterré au monument dédié aux "héros" du pays à Harare, nouveau rebondissement dans le bras de fer qui oppose la famille du défunt au gouvernement. Le "héros" de l'indépendance de l'ex-colonie britannique devenu tyran s'est éteint le 6 septembre à l'âge de 95 ans dans un hôpital de luxe de Singapour où il venait se faire soigner depuis des années. Sa dépouille a été rapatriée en grande pompe mercredi à Harare pour une série d'hommages, dont

des funérailles nationales prévues samedi dans l'immense stade national des sports de la capitale en présence de nombreux chefs d'Etat africains. Le lieu de l'inhumation de Robert Mugabe fait l'objet depuis plusieurs jours de vives tensions entre sa famille et les autorités. Jeudi, un porte-parole de la famille, Leo Mugabe, avait annoncé que son oncle serait enterré dans son village, conformément aux vœux d'une partie de ses proches et des chefs traditionnels. Vingt-quatre heures plus tard, il a fait volte-face et indiqué que Robert Mugabe serait inhumé au "Champ des héros", le Panthéon local, ainsi que le réclamait avec insistance le gouvernement de son successeur

Emmerson Mnangagwa. "Oui, je confirme", a déclaré devant la presse Leo Mugabe. "Ils (les chefs traditionnels) se sont prononcés. S'ils ont dit que l'enterrement aura lieu au +Champ des héros+, il faut attendre les détails (...) pour savoir si la cérémonie sera privée ou publique", a ajouté le neveu du défunt. La date de l'enterrement, initialement prévu dimanche, reste toutefois encore à déterminer. "Nous nous sommes réunis et mis d'accord: il sera inhumé au +Champ des héros+", a confirmé à l'AFP un des chefs traditionnels, Matare Mudzingo. "Un endroit y sera choisi par les chefs traditionnels et il aura droit à une sépulture différente (...) car il est

celui qui a dirigé la lutte qui a libéré ce pays". Sollicitée par l'AFP, la présidence n'a pas immédiatement réagi. - 'Dernier mot à la famille' - Depuis la chute de Robert Mugabe, les relations de l'ex-président et de sa famille avec M. Mnangagwa, qu'il a publiquement qualifié de "traître", ont été notoirement mauvaises. En novembre 2017, l'armée l'avait poussé vers la sortie après sa décision de limoger M. Mnangagwa, alors vice-président, sur l'insistance de son épouse Grace Mugabe. La Première dame de l'époque convoitait alors de plus en plus ouvertement la succession de son nonagénaire de mari. Jusque-là cantonnée aux coulisses, la polémique sur la dernière demeure de

Robert Mugabe a éclaté au grand jour jeudi. La famille s'était dite "choquée que le gouvernement du Zimbabwe tente de (les) forcer à accepter un programme de funérailles et d'inhumation (...) contraire à ses volontés". "La famille aura le dernier mot", avait répondu en retour le président Mnangagwa pour tenter d'apaiser les tensions. Loin de ce tumulte, l'hommage à l'ancien président a continué vendredi au stade Rufaro, en banlieue d'Harare. Quelques centaines de personnes y étaient réunies dans la matinée pour défilier devant le cercueil ouvert du disparu. C'est dans ce même stade que Robert Mugabe avait, le 18 avril 1980, pris les rênes de l'ancienne Rho-

désie sous domination blanche des mains de son ancien dirigeant blanc, Ian Smith. Près de quarante ans plus tard, le "camarade Bob", ainsi que l'appelaient les membres de son parti, a laissé derrière lui un pays meurtri par la répression et ruiné par une crise économique sans fin qui a plongé une bonne partie de sa population dans la misère. "On est plus heureux maintenant qu'il est parti", a confié sans détour à l'AFP Constance, une femme au foyer de 52 ans. "Pourquoi est-ce que j'irais à ses funérailles ? Je n'ai pas de carburant. Je n'ai pas les moyens d'y aller", a-t-elle poursuivi. "Et puis pour quoi ? Vraiment, on ne veut plus en entendre parler".

France

Le président de l'Assemblée inculpé de "prise illégale d'intérêts", coup dur pour Macron

AFP
Paris/France

GROS nuage sur la rentrée du président français Emmanuel Macron, le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand - un fidèle de la première heure -, a été inculpé dans la nuit de mercredi à jeudi pour "prise illégale d'intérêts", dans une affaire de favoritisme lorsqu'il dirigeait une société de mutuelles. La mise en examen (inculpation) d'un président de l'Assemblée nationale - quatrième personnage de l'Etat français - en cours d'exercice est inédite. Alors que plusieurs ministres ont déjà été contraints à la démission après des révélations polémiques depuis l'élection d'Emmanuel Macron au printemps 2017, cette affaire revient hanter le camp présidentiel, qui serre les rangs.

Le président français, dont Richard Ferrand est proche, lui a publiquement apporté son soutien. Il maintient "toute sa confiance" en M. Ferrand, a déclaré jeudi la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye. C'est "un homme loyal, droit, qui a un parcours politique exemplaire", a-t-elle insisté en demandant de respecter "la présomption d'innocence". Sa mise en examen va lui permettre d'accéder au dossier et "se défendre, batailler", a souligné Mme Ndiaye. Richard Ferrand a été mis en examen mercredi soir par un juge à Lille (Nord), après près de quinze heures d'interrogatoire. Il est soupçonné de "prise illégale d'intérêts" après que les Mutuelles de Bretagne, qu'il dirigeait à l'époque, ont décidé en 2011 de louer des locaux commerciaux appartenant à sa compagne. Il conteste toute irrégularité. Une première enquête



Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale française

lancée en 2017, après des révélations du Canard enchaîné, avait poussé M. Ferrand à quitter le gouvernement après un mois à peine. Elle avait été classée sans suite par le procureur de Brest au bout de quelques mois. Le parquet avait invoqué la prescription pour la prise illégale d'intérêts, et jugé que les infractions d'abus de confiance et d'escroquerie n'étaient pas constituées.

- Appels à démission - L'association anticorruption Anticor avait relancé l'affaire en déposant une seconde plainte avec constitution de partie civile, ce qui implique automatiquement la saisine d'un juge d'instruction et l'ouverture d'une enquête. Malgré sa mise en examen, Richard Ferrand a cette fois annoncé être "déterminé à poursuivre (sa) mission" à la tête de l'As-

semblée, qu'il préside depuis septembre 2018 après avoir dirigé le groupe des députés de La République en Marche (LREM), le parti de M. Macron. "Il n'y a pas de logique politique" à ce qu'il démissionne, a plaidé Sibeth Ndiaye, car "un membre du gouvernement est nommé, un parlementaire est élu; quand on est président de l'Assemblée nationale, on est élu deux fois". Dans l'opposition, le premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure et le président du mouvement souverainiste Debout la France Nicolas Dupont-Aignan ont néanmoins appelé à sa démission. La porte-parole des Républicains (droite), Lydia Guiraou, a jugé pour sa part sa position "très difficilement tenable sur le court terme". La mise en examen de Richard Ferrand est un coup dur pour la majorité, dont trois autres poids lourds - le dirigeant centriste François Bayrou, l'ancienne

eurodéputée Marielle de Sarnez et la nouvelle commissaire européenne Sylvie Goulard - ont été entendus mardi et mercredi dans l'affaire des emplois présumés fictifs des assistants parlementaires MoDem (centre). Pour l'heure, le camp présidentiel se mobilise pour protéger l'un de ceux qui étaient là au tout début de l'aventure électorale d'Emmanuel Macron, et qui conserve un rôle de conseiller éminent. Cet élu âgé de 57 ans, député socialiste de 2012 à 2017, est relativement peu connu du grand public malgré son rang. Mais il est "le mec le plus important chez les politiques auprès d'Emmanuel", affirmait ces derniers jours à l'AFP un autre pilier de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron: "C'est sans commune mesure avec tous les autres. C'est le plus intelligent, le plus fin et le plus libre. C'est pour ça que ça marche avec Macron".